

ORGANISATION	CONFIDENTIALITE	QUESTION (version originale)	Commentaires FR
ENECO	Non-confidentiel	<p>Eneco merkt de wijzigingen op aan randnummers 29 (p. 12) en 48 (p. 17) van de Ontwerpbeslissing, vergeleken met randnummers 28 (p. 12) en 47 (p. 17) van Beslissing B2511. In dit kader benadrukt Eneco dat deze wijzigingen er niet toe kunnen leiden dat injectie op een directe lijn met een nominale spanning van 70 kV of minder de status van belastingplichtige geeft. Immers, Artikel 22ter, § 2, 1° van de Elektriciteitswet bepaalt dat de belasting verschuldigd is voor elektriciteit geïnjecteerd op "een directe lijn". Dat begrip wordt in artikel 2, 17° Elektriciteitswet gedefinieerd als "een elektriciteitslijn die een nominale spanning heeft van meer dan 70 kV [...]".</p>	<p>L'article 22ter, § 2, 1°, de la loi électricité définit le débiteur du prélèvement en référence à la personne ayant, pendant la période de prélèvement, injecté de l'électricité « sur le réseau de transport, un réseau ayant une fonction de transport, un réseau (fermé) de distribution, un réseau fermé industriel, un réseau de traction ferroviaire ou une ligne directe, au moyen d'une installation de production d'électricité située en Belgique ».</p> <p>En ce qui concerne l'injection d'électricité dans une ligne directe, l'article 2, 17°, de la loi électricité définit la ligne directe comme étant « une ligne d'électricité présentant une tension nominale supérieure à 70 kV et reliant un site de production isolé à un client isolé, ou une ligne d'électricité reliant un producteur d'électricité à une entreprise de fourniture d'électricité pour approvisionner directement leurs propres établissements, filiales et clients éligibles ». Toutefois, la CREG estime qu'il ne résulte pas de cette définition que l'injection d'électricité sur une ligne d'électricité présentant une tension nominale égale ou inférieure à 70kV ne doit pas être prise en considération pour le prélèvement instauré par l'article 22ter de la loi électricité. En effet, il convient d'interpréter le régime du prélèvement instauré par l'article 22ter de la loi électricité à la lumière du règlement (UE) 2022/1854 sur une intervention d'urgence pour faire face aux prix élevés de l'énergie. Il ressort clairement de ce règlement que le plafond sur les recettes issues du marché doit être appliqué à toutes les recettes issues du marché obtenues par les producteurs, indépendamment de la question de savoir si l'électricité vendue a ou non été injectée et le cas échéant, qu'elle ait été injectée dans une ligne directe ou un réseau.</p>

ORGANISATION	CONFIDENTIALITE	QUESTION (version originale)	Commentaires FR
NORTHER	Non-confidentiel	idem BOP	
ENECO	Non-confidentiel	idem FEBEG & ODE	

ORGANISATION	CONFIDENTIALITE	QUESTION (version originale)	Commentaires FR
ELECTRABEL	Non-confidentiel	En particulier, Electrabel constate que le présent projet de décision de la CREG, tout comme la Décision du 28 février 2023, vise à déterminer des recettes fictives établies exclusivement par présomptions, en violation des articles 2, point 5), et 6 à 8 du Règlement (UE) 2022/1854 du 6 octobre 2022 sur une intervention d'urgence pour faire face aux prix élevés de l'énergie (le « Règlement »). En effet, il résulte de ces dispositions que le prélèvement instauré par le Règlement et mis en œuvre par la loi du 16 décembre 2022 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et introduisant un plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité (la « Loi du 16 décembre 2022 ») porte sur des recettes réelles, et non pas fictives. Si le Règlement prévoit que la détermination des revenus des producteurs d'électricité peut se faire au moyen d'« estimations raisonnables » (considérant n° 37), la CREG ne peut en aucun cas prévoir l'application systématique de présomptions susceptibles d'entraîner des prélèvements qui sont en réalité supérieurs à 100% des recettes dépassant le plafond de revenus fixé.	<p>Les présomptions 1° à 5° ont pour objectif d'alléger la charge administrative des débiteurs en recourant à des estimations raisonnables et fondées sur les pratiques du marché. La loi électricité prévoit la possibilité, pour une installation qui relève des présomptions 3°, 4° ou 5°, que le débiteur peut apporter la preuve que les recettes issues du marché diffèrent de celles découlant de l'application des aux présomptions 3°, 4° ou 5°, à condition que le débiteur apporte cette preuve pour l'ensemble de son parc de production. Le débiteur applique ainsi la présomption 6°.</p> <p>Pour le reste, la CREG n'entend pas se prononcer sur des choix posés par le législateur et n'a pas à prendre position, dans le cadre de la détermination du modèle de déclaration, sur des questions liées strictement aux modalités du calcul du prélèvement. La proposition de fixation du montant du prélèvement sera effectuée conformément à la loi électricité.</p>
ELECTRABEL	Non-confidentiel	La CREG a, dans sa Décision du 28 février 2023, refusé d'appliquer le Règlement au motif qu'elle devrait respecter le texte de la Loi du 16 décembre 2022. Or, étant donné que la Loi du 16 décembre 2022 déroge au Règlement européen (en violation de ce dernier), la CREG, en tant qu'autorité administrative, doit se conformer au droit de l'Union européenne (CJUE, Société Fratelli Costanzo SpA, 22 juin 1989, n° 103/88, §33). La CREG doit donc, dans sa décision à venir sur les informations à fournir pour la période du 1er janvier au 30 juin 2023, permettre aux débiteurs du prélèvement de prouver les recettes réellement perçues à l'occasion de la vente d'électricité produite par les unités sujettes au plafond instauré. Electrabel enjoint la CREG de se conformer au droit de l'Union européenne.	<p>Les présomptions 1° à 5° ont pour objectif d'alléger la charge administrative des débiteurs en recourant à des estimations raisonnables et fondées sur les pratiques du marché. La loi électricité prévoit la possibilité, pour une installation qui relève des présomptions 3°, 4° ou 5°, que le débiteur peut apporter la preuve que les recettes issues du marché diffèrent de celles découlant de l'application des aux présomptions 3°, 4° ou 5°, à condition que le débiteur apporte cette preuve pour l'ensemble de son parc de production. Le débiteur applique ainsi la présomption 6°.</p> <p>Pour le reste, la CREG n'entend pas se prononcer sur des choix posés par le législateur et n'a pas à prendre position, dans le cadre de la détermination du modèle de déclaration, sur des questions liées strictement aux modalités du calcul du prélèvement. La proposition de fixation du montant du prélèvement sera effectuée conformément à la loi électricité.</p>

ORGANISATION	CONFIDENTIALITE	QUESTION (version originale)	Commentaires FR
BOP	Non-confidentiel	Het document geeft aan welke gegevens ingevoerd moeten worden in het aangifteformulier, maar legt niet uit hoe op basis daarvan de heffing berekend zal worden. Producenten moeten evenwel budgetten voorbereiden en desgevallend provisies aanleggen. Minstens ter wille van de rechtszekerheid zou het nuttig zijn dat de CREG op korte termijn (hetzij in de definitieve tekst, hetzij in een apart document met richtsnoeren) verduidelijkt hoe de heffing berekend zal worden.	La CREG considère qu'elle n'a pas à prendre position, dans le cadre de la détermination du modèle de déclaration, sur des questions liées strictement aux modalités du calcul du prélèvement. La proposition de fixation du montant du prélèvement sera effectuée conformément à la loi électricité.
BOP	Non-confidentiel	In verband met de op te geven prijzen: In het geval van een producent die zijn productie verkoopt middels een PPA die als jaarlijkse prijs een door de CREG te publiceren elektriciteitsreferentieprij (zijnde één vast cijfer voor het volledige kalenderjaar, weliswaar berekend als een gemiddelde van achterliggende dagnoteringen) hanteert minus een door de CREG goedgekeurde procentuele afslag (telkens voor twaalf maanden vanaf de verjaardag van financial close van toepassing): Wij begrijpen uit de tussenkomst van de Minister bevoegd voor Energie in de Kamercommissie voor energie, leefmilieu en klimaat op 7 juni 2023 dat in dit geval de marktinkomsten worden berekend (en het plafond op marktinkomsten wordt toegepast) niet op basis van de individuele dagnoteringen, maar op basis van de werkelijke contractuele prijs (d.w.z. het gemiddelde van de achterliggende dagnoteringen, op welk gemiddelde de procentuele afslag wordt toegepast). Wij nemen hiervan akte.	Il est nécessaire de communiquer la formule de prix indexée et le mode de calcul associé. La CREG considère qu'elle n'a pas à prendre position, dans le cadre de la détermination du modèle de déclaration, sur des questions liées strictement aux modalités du calcul du prélèvement. La proposition de fixation du montant du prélèvement sera effectuée conformément à la loi électricité.
ENECO	Non-confidentiel	De berekeningen voor een eventuele beperking van de marktinkomsten dienen steeds gebaseerd te zijn op werkelijke inkomsten. Echter, zoals onder meer blijkt uit het wettelijk kader (punt 1, p. 5-6), het begrippenkader (punten 4.4, p. 9-10; 4.5, p. 10-11; 4.7, p. 12-15; en 4.8, p. 16-17), en de aangifte (punt 5, p. 18-66), zijn de berekeningen mogelijk gebaseerd op fictieve inkomsten. Dit wordt hieronder toegelicht op basis van een voorbeeld.	La CREG considère qu'elle n'a pas à prendre position, dans le cadre de la détermination du modèle de déclaration, sur des questions liées strictement aux modalités du calcul du prélèvement. La proposition de fixation du montant du prélèvement sera effectuée conformément à la loi électricité.
ENECO	Non-confidentiel	De exacte berekening van de heffing wordt niet toegelicht in de Ontwerpbeslissing. In het kader van rechtszekerheid en transparantie is dit een minimum. Het is noodzakelijk dat de berekening van de belasting wordt verduidelijkt per vermoeden en per type PPA. Ook vraagt Eneco dat een raming van de taks wordt voorzien, voorafgaand aan het indienen van de taks. Dit geldt des te meer gezien de onduidelijkheden rond exacte berekening van de heffing.	La CREG considère qu'elle n'a pas à prendre position, dans le cadre de la détermination du modèle de déclaration, sur des questions liées strictement aux modalités du calcul du prélèvement. La proposition de fixation du montant du prélèvement sera effectuée conformément à la loi électricité.
ENECO	Non-confidentiel	Contracten Belpex CREG stelt in randnummer 41, p. 16: "Voor vermoeden n° 3 wordt het volume van op termijn verkochte elektriciteit geacht te zijn verhandeld per dag die door de bovengenoemde overeenkomst in aanmerking wordt genomen om de prijs te bepalen. Het volume van elektriciteit dat op de day-ahead markt is verkocht, wordt op haar beurt geacht te zijn verhandeld voor elke leveringsperiode van één uur voor het desbetreffende volume op uurbasis." Verder in randnummer 44, p. 17, stelt CREG: "Voor vermoeden n° 6 is elke verkoop van elektriciteit op termijn een transactie bepaald door zijn transactiedatum, prijs en volume. Elk geproduceerd en verkocht, maar niet op termijn verkocht volume van elektriciteit wordt geacht te zijn verkocht tegen de marktreferentieprij. Het volume van elektriciteit dat op de day-ahead markt is verkocht, wordt geacht te zijn verhandeld voor elke leveringsperiode van één uur. Het volume van elektriciteit verkocht op de day-ahead markt wordt op haar beurt geacht te zijn verhandeld voor elke leveringsperiode van één uur voor het desbetreffende volume op uurbasis." In het scenario waarin de berekening van het plafond wordt geacht op een leveringsperiode van één uur gebaseerd te zijn, bestaat het risico dat deze berekening haaks staat op de werkelijkheid. Wanneer een klant maandelijks op uurbasis wordt aangerekend, zal hij zowel de lagere als hogere prijzen betalen. Dit geldt echter niet bij de berekening van de heffing, aangezien hierbij enkel rekening wordt gehouden met de waarden die het plafond overschrijden. We voegen in bijlage een rekenvoorbeeld toe. Uit dit voorbeeld, dat gebaseerd is op een echte productie- installatie in december 2022, blijkt dat de in de Ontwerpbeslissing beschreven berekeningswijze een groot effect heeft op het niveau van het plafond op maandbasis. Immers, uit het voorbeeld blijkt dat in december 2022 het werkelijke niveau van het plafond op maandbasis EUR 77 bedraagt, in plaats van EUR 130. Dit kan bovendien discriminerend zijn vergeleken met andere scenario's waarin dit effect niet speelt. Dit geldt des te meer aangezien: - in België het plafond werd vastgelegd op EUR 130, ver van het plafond van EUR 180 in de Verordening; - uit de Ontwerpbeslissing niet kan afgeleid worden dat hedgings op groepsniveau voor de betrokken installaties in aanmerking komen voor de berekening van de heffing.	La CREG considère qu'elle n'a pas à prendre position, dans le cadre de la détermination du modèle de déclaration, sur des questions liées strictement aux modalités du calcul du prélèvement. La proposition de fixation du montant du prélèvement sera effectuée conformément à la loi électricité. La CREG n'a pas davantage à s'exprimer sur les choix posés par le législateur. Par ailleurs, il ressort clairement de l'article 22ter, § 5, alinéa 1er, de la loi électricité que seules sont visées les transactions réalisées par le débiteur.

ORGANISATION	CONFIDENTIALITE	QUESTION (version originale)	Commentaires FR
BOP	Non-confidentiel	In verband met de op te geven prijzen: In het geval van een producent die zijn productie verkoopt middels (meerdere) PPA's met de mogelijkheid om de prijs te "klikken" (op basis van een gepubliceerde referentieprij of een OTC "desk quote"), begrijpt het BOP dat enkel één of meer vaste ("geklikte") prijzen (zijnde β) ingegeven moeten worden, en dat de marktinkomsten ook op die basis berekend worden via het (conform de PPA's bepaalde) volumegewogen gemiddelde (de werkelijke inkomsten voor de producent o.b.v. de PPA's reflecterend), en dus berekend op basis van de totale, geklikte en niet-geklikte volumes onder deze PPA's. Kan dit bevestigd worden?	Il est en effet demandé de saisir le prix de chaque clic ainsi que la date de ces clics. Pour le reste, la CREG considère qu'elle n'a pas à prendre position, dans le cadre de la détermination du modèle de déclaration, sur des questions liées strictement aux modalités du calcul du prélèvement. La proposition de fixation du montant du prélèvement sera effectuée conformément à la loi électricité.
BOP	Non-confidentiel	Wij verwijzen naar de volgende beschrijving door de CREG in twee studies uit 2022: In haar studie (F)2336 van 1 februari 2022: "De parken met een variabele ondersteuning hebben dus geen voordeel bij de recent gestegen groothandelsprijzen voor elektriciteit aangezien het totaal van hun inkomsten per MWh (ondersteuning + verkoopprijs geproduceerde energie) gelijk zal zijn aan de LCOE die vastgelegd is in het koninklijk besluit van 16 juli 2002"; "De CREG is van mening dat de parken met een vaste ondersteuning ook geen uitzonderlijke winsten hebben door de recent gestegen groothandelsprijzen voor elektriciteit". In haar studie (F)2442 van 31 augustus 2022: "9. In studie (F)2336 heeft de CREG vastgesteld dat er geen uitzonderlijke winsten zijn voor offshore parken met een variabele ondersteuning in 2022"; "103. De CREG is van mening dat de parken met een vaste ondersteuning geen uitzonderlijke winsten hebben door de recent gestegen groothandelsprijzen voor elektriciteit. (...) 104. (...) Er worden dus geen uitzonderlijke winsten geboekt door C-Power, Belwind, Northwind en Nobelwind tot 2025, ook gezien het feit dat deze parken een prijsrisico hebben". De berekening van de marktinkomsten zal uiteraard rekening moeten houden met die (correcte) vaststellingen.	Indépendamment des études de la CREG citées par le répondant, le règlement 2022/1854 et la loi électricité ont fixé un plafond sur les recettes issues du marché de certains producteurs d'électricité. Il résulte de la loi électricité que les producteurs visés sont tenus de déposer une déclaration en vue de permettre le calcul du prélèvement éventuellement dû. Le formulaire de déclaration est établi de sorte à pouvoir déterminer les recettes issues du marché des débiteurs visés et en conséquence, le montant du prélèvement dû.
ENECO	Non-confidentiel	In dit kader stelt Eneco ook vast dat het model van aangifte niet toelaat om PPA-referenties te koppelen. Hierdoor kan in het platform voor de aangifte niet worden aangegeven hoe het resultaat van een specifieke hedge wordt afgezet tegen een specifieke fysieke PPA. Eneco verzoekt CREG om deze mogelijkheid te voorzien in het model van aangifte, teneinde enige onduidelijkheid te vermijden.	Le point 120 de la décision explicite la démarche à suivre par le débiteur dans le contexte exposé. Un débiteur peut avoir vendu sa production sous forme d'un PPA physique à prix spot et avoir couvert son risque d'évolution des prix du marché en vendant physiquement ou financièrement sur le marché à terme. Dans ce cas particulier, l'utilisateur peut apporter la preuve que les recettes issues du marché diffèrent des recettes issues exclusivement du PPA en appliquant la présomption 6. Seule la présomption 6 sera alors saisie. Les conditions contractuelles du PPA seront fournies conformément à la présomption 3 et les transactions réalisées sur le marché à terme seront également transmises.
ELECTRABEL	Non-confidentiel	Pour rappel, Electrabel a introduit le 29 mars 2023 devant la Cour des marchés un recours en annulation de la décision (B)2511 de la CREG du 28 février 2023 relative au modèle de déclaration à introduire par les débiteurs du prélèvement instauré dans le cadre du plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité, qui porte sur la période du 1er août au 31 décembre 2022 (la « Décision du 28 février 2023 »). Electrabel regrette que le présent projet de décision reprend le même modèle de déclaration à introduire par les débiteurs pour la période du 1er janvier au 30 juin 2023, avec les mêmes illégalités que la Décision du 28 février 2023.	La CREG considère que son modèle de déclaration est établi conformément à la loi électricité.
ELECTRABEL	Non-confidentiel	Electrabel se réserve le droit d'introduire tout recours, contestation ou demande qu'elle jugera utile à l'encontre de la Loi du 16 décembre 2022, de tout acte pris en exécution de celle-ci ou de toute autre mesure de l'Etat belge relative au plafonnement des recettes issues du marché, devant toute juridiction ou tribunal arbitral compétent.	Cette observation n'appelle pas de commentaire de la part de la CREG.
FEPEG	Non-confidentiel	FEPEG betwist de rechtsgeldigheid van de wet van 16 december 2022. Zij betwist eveneens de rechtsgeldigheid van het ter consultatie voorgelegde document waarmee de CREG de wet uitvoert.	La CREG considère que son modèle de déclaration est établi conformément à la loi électricité. Il appartient aux juridictions compétentes de trancher les contestations relatives à la loi du 16 décembre 2022 ou actes qui en découlent.
FEPEG	Non-confidentiel	FEPEG verwijst in dat verband naar het beroep dat zij heeft ingediend bij het Marktenhof tegen de beslissing van de CREG (B)2511 van 28 februari 2023 (over het model van aangifte voor de periode 1 augustus tot en met 31 december 2022), alsook naar het beroep dat zij eerderdaags zal indienen bij het Grondwettelijk Hof tegen de wet van 16 december 2022.	Cette observation n'appelle pas de commentaire de la part de la CREG.
FEPEG	Non-confidentiel	De CREG moet de Belgische wetgeving buiten toepassing laten in de mate dat die het EU-recht schendt (zie HvJ 22 juni 1989, C-103/88, Fratelli Costanzo).	Les travaux préparatoires de la loi du 16 décembre 2022 contiennent une justification circonstanciée quant à la compatibilité de la loi électricité avec le règlement 2022/1854 et en particulier son article 8.1.a). Dans ces conditions, la CREG considère qu'elle est tenue d'appliquer strictement la loi du 16 décembre 2022.
FEPEG	Non-confidentiel	Ten gronde wordt verwezen naar het bezwaarschrift dat FEPEG heeft ingediend tegen het model van aangifte voor de eerste periode.	La CREG n'entend pas formuler de commentaire sur la procédure en cours.
FEPEG	Non-confidentiel	Verder vraagt FEPEG dat de CREG de administratieve last, die het ter consultatie voorgelegde ontwerp van beslissing met zich meebrengt, zo veel mogelijk tempert. Zo kan de CREG het bijvoorbeeld mogelijk maken dat PPA's en andere bewijsstukken die onveranderd zijn gebleven ten opzichte van de vorige referentieperiode niet opnieuw moeten worden opgeladen op het elektronische platform. Zoals FEPEG in haar reactie op de ontwerpbeslissing voor de eerste periode al stelde: "het spreekt voor zich dat noodzakelijke aanpassingen of verbeteringen kunnen aangebracht worden aan de aangifte voor de volgende periode, voor zover er ook aandacht is voor stabiliteit en continuïteit, om de administratieve en operationele overlast voor de schuldenaars te beperken."	La CREG a veillé à réduire la charge administrative et opérationnelle pour les débiteurs au niveau de l'enregistrement du débiteur et des installations. Si le débiteur s'est déjà inscrit pour la période du 1er août 2022 au 31 décembre 2022, l'enregistrement du débiteur reste actif pour la période visée du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023. Si un débiteur déjà inscrit pour la période du 1er août 2022 au 31 décembre 2022 n'est plus actif, il doit être supprimé de la plateforme et une demande à cet effet doit être adressée à la CREG à l'adresse e-mail suivante CapMarketRevenues@creg.be en justifiant la raison. Si le débiteur s'est déjà inscrit pour la période du 1er août 2022 au 31 décembre 2022, l'ensemble des installations enregistrées pour le débiteur restent actives pour la période visée du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023. Seul l'enregistrement des installations reste actif pour la période visée du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023. Les informations générales sur l'installation telles que décrites au titre 5.3.3 ainsi que les informations liées aux présomptions telles que décrites aux titres 5.3.4 à 5.3.11 sont spécifiques à la période visée du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023 et doivent être saisies par l'utilisateur.
ODE	Non-confidentiel	ODE betwist de rechtsgeldigheid van de wet van 16 december 2022. Zij betwisten eveneens de rechtsgeldigheid van het ter consultatie voorgelegde document waarmee de CREG de wet uitvoert. Ze verwijzen in dat verband naar het beroep dat zij hebben ingediend bij het Marktenhof tegen de beslissing van de CREG (B)2511 van 28 februari 2023 (over het model van aangifte voor de periode 1 augustus tot en met 31 december 2022), alsook naar het beroep dat zij eerderdaags zullen indienen bij het Grondwettelijk Hof tegen de wet van 16 december 2022.	La CREG considère que son modèle de déclaration est établi conformément à la loi électricité. Il appartient aux juridictions compétentes de trancher les contestations relatives à la loi du 16 décembre 2022 ou actes qui en découlent.
ODE	Non-confidentiel	De CREG moet de Belgische wetgeving buiten toepassing laten in de mate dat die het EU-recht schendt (zie HvJ 22 juni 1989, C-103/88, Fratelli Costanzo).	Les travaux préparatoires de la loi du 16 décembre 2022 contiennent une justification circonstanciée quant à la compatibilité de la loi électricité avec le règlement 2022/1854 et en particulier son article 8.1.a). Dans ces conditions, la CREG considère qu'elle est tenue d'appliquer strictement la loi du 16 décembre 2022.
ODE	Non-confidentiel	Ten gronde wordt verwezen naar de bezwaarschriften die ODE en andere organisaties hebben ingediend tegen het model van aangifte voor de eerste periode.	La CREG n'entend pas formuler de commentaire sur la procédure en cours.
ODE	Non-confidentiel	Verder dringt ODE erop aan dat de CREG de administratieve last, die het ter consultatie voorgelegde ontwerp van beslissing met zich meebrengt, zo veel mogelijk tempert. Zo kan ze het bijvoorbeeld mogelijk maken dat PPA's en andere bewijsstukken die onveranderd zijn gebleven ten opzichte van de vorige referentieperiode niet opnieuw moeten worden opgeladen op het elektronische platform. Het spreekt voor zich dat noodzakelijke aanpassingen of verbeteringen kunnen aangebracht worden aan de aangifte voor de volgende periode, voor zover er ook aandacht is voor stabiliteit en continuïteit, om de administratieve en operationele overlast voor de schuldenaars te beperken.	La CREG a veillé à réduire la charge administrative et opérationnelle pour les débiteurs au niveau de l'enregistrement du débiteur et des installations. Si le débiteur s'est déjà inscrit pour la période du 1er août 2022 au 31 décembre 2022, l'enregistrement du débiteur reste actif pour la période visée du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023. Si un débiteur déjà inscrit pour la période du 1er août 2022 au 31 décembre 2022 n'est plus actif, il doit être supprimé de la plateforme et une demande à cet effet doit être adressée à la CREG à l'adresse e-mail suivante CapMarketRevenues@creg.be en justifiant la raison. Si le débiteur s'est déjà inscrit pour la période du 1er août 2022 au 31 décembre 2022, l'ensemble des installations enregistrées pour le débiteur restent actives pour la période visée du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023. Seul l'enregistrement des installations reste actif pour la période visée du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023. Les informations générales sur l'installation telles que décrites au titre 5.3.3 ainsi que les informations liées aux présomptions telles que décrites aux titres 5.3.4 à 5.3.11 sont spécifiques à la période visée du 1er janvier 2023 au 30 juin 2023 et doivent être saisies par l'utilisateur.
ODE	Non-confidentiel	Zo vragen we ons af waarom er voor het gemak van de schuldenaren niet gekozen werd om het csv- formaat van Fluvius / NPS Index te volgen? Dit formaat bevat immers alle data die gevraagd wordt door de CREG, enkel het format is verschillend. Naast het feit dat het één op één doorsturen van deze files een pak makkelijker zou zijn voor de schuldenaren, is het aannemelijk dat deze rapporteringen op deze manier minder fouten zullen bevatten dan wanneer alle betrokken partijen de data - elk voor zich - moeten omvormen naar het gevraagde formaat.	La CREG a opté pour garder le même format csv que pour la période visée précédente pour éviter la confusion auprès des débiteurs.
ODE	Non-confidentiel	Voor Elia aansluiting bestaan er gelijkaardige files op het EPIC platform (voorheen metering services) maar deze worden standaard in xls gegenereerd, niet in csv en konden zodoende ook niet automatisch worden opgeladen op het platform dat speciaal hiertoe opgericht door de CREG.	La CREG a opté pour garder le même format csv que pour la période visée précédente pour éviter la confusion auprès des débiteurs.